

Le présent document est  
établi à titre provisoire.  
Seule la « petite loi »,  
publiée ultérieurement, a  
valeur de texte authentique.



TEXTE ADOPTÉ n° 64

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE DE 2002-2003

19 décembre 2002

---

## PROPOSITION DE LOI

*relative à la sécurité des piscines.*

(Texte définitif.)

*L'Assemblée nationale a adopté sans modification la proposition de loi,  
adoptée par le Sénat en première lecture, dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

*Sénat* : 436 (2000-2001), 407 (2001-2002) et T.A. 1 (2002-2003).

*Assemblée nationale* : 234 et 460.

## Article 1<sup>er</sup>

Il est créé, au titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de la construction et de l'habitation, un chapitre VIII ainsi rédigé :

### « CHAPITRE VIII

#### « Sécurité des piscines

« Art. L. 128-1. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, les piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité normalisé visant à prévenir le risque de noyade.

« A compter de cette date, le constructeur ou l'installateur d'une telle piscine doit fournir au maître d'ouvrage une note technique indiquant le dispositif de sécurité normalisé retenu.

« La forme de cette note technique est définie par voie réglementaire dans les trois mois suivant la promulgation de la loi n°                    du                    relative à la sécurité des piscines.

« Art. L. 128-2. – Les propriétaires de piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif installées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 doivent avoir équipé au 1<sup>er</sup> janvier 2006 leur piscine d'un dispositif de sécurité normalisé, sous réserve qu'existe à cette date un tel dispositif adaptable à leur équipement.

« En cas de location saisonnière de l'habitation, un dispositif de sécurité doit être installé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

« Art. L. 128-3. – Les conditions de la normalisation des dispositifs mentionnés aux articles L. 128-1 et L. 128-2 sont déterminées par voie réglementaire. »

H J

~~« Art. L. 125-9. Supprimé »~~

## Article 2

Le chapitre II du titre V du livre I<sup>er</sup> du code de la construction et de l'habitation est complété par un article L. 152-12 ainsi rédigé :

« *Art. L. 152-12.* – Le non-respect des dispositions des articles L. 128-1 et L. 128-2 relatifs à la sécurité des piscines est puni de 45 000 € d'amende.

« Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions aux dispositions des articles L. 128-1 et L. 128-2.

« Les peines encourues par les personnes morales sont :

« 1<sup>o</sup> L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

« 2<sup>o</sup> Les peines mentionnées aux 2<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> de l'article 131-39 du code pénal.

« L'interdiction mentionnée au 2<sup>o</sup> de l'article 131-39 du code pénal porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise. »

## Article 3

Le Gouvernement dépose avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sur le bureau des assemblées parlementaires un rapport sur la sécurité des piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif. Ce rapport précise l'évolution de l'accidentologie et dresse l'état de l'application des dispositions contenues à l'article 1<sup>er</sup>.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 décembre 2002.*

*Le Président,*

*Signé : JEAN-LOUIS DEBRÉ.*



Les documents parlementaires (projets de loi, propositions de loi, rapports, comptes rendus des travaux des commissions et de la séance publique, etc.) sont en ligne sur le site Internet : <http://www.assemblee-nationale.fr>

Kiosque de l'Assemblée nationale  
4, rue Aristide-Briand - 75007 Paris